

Francophones de tout le pays,...

Articles

Le 24 septembre 2007 |

Les Belges ont voté le 10 juin. Mais le nouveau gouvernement n'est pas encore pour demain. L'explorateur, Herman Van Rompuy, planche encore sur les dossiers communautaires. Le Roi devrait prolonger sa mission. La Belgique est en crise. C'est dans ce contexte que Marie Arena, la ministre-présidente de la Communauté française a lancé un appel aux francophones.



Photo : Belga

Vendredi, Van Rompuy rencontrait séparément les Flamands et les francophones. Ils ont parlé des dossiers communautaires et de la scission (division) de l'arrondissement Bruxelles-Hal -Vilvorde. Faut-il scinder cet arrondissement ? Et à la majorité simple ? Certains francophones disent que cela pourrait empêcher d'autres demandes flamandes. Bruxelles, on le voit, est au coeur des débats pour le gouvernement. Côté francophone, aussi, Bruxelles est au centre des débats.

Des institutions complexes

Dans la Belgique fédérale, il y a trois régions : la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles capitale. Il y a aussi trois communautés : la Communauté germanophone, la Communauté flamande et la Communauté française.

Très vite, la Région flamande et la Communauté flamande ont fusionné. Avec un seul gouvernement : le Vlaamse Raad.

Côté francophone, la situation est plus compliquée. En effet, la Région de Bruxelles-Capitale est bilingue. La Communauté française est là pour veiller aux intérêts de tous les francophones : ceux de Bruxelles et ceux de la Région wallonne. Il faut garantir les droits des francophones de Bruxelles.

Francophones et Flamands ne sont donc pas d'accord sur l'avenir du pays. On le sait, les Flamands voudraient aujourd'hui plus de pouvoirs pour leur Région. Les Francophones ne sont pas demandeurs. Mais que veulent les Francophones ? Sont-ils vraiment tous du même avis ? Comment les Bruxellois et les Wallons envisagent-ils l'avenir ensemble ?

Quel avenir pour les francophones ?

Lors de la rentrée du parlement de la Communauté française, jeudi dernier, la ministre-présidente Marie Arena a mis ces questions sur la table. Elle invite les francophones à discuter de ce qu'ils veulent faire ensemble. Pour lancer cette invitation, Marie Arena avait, à ses côtés, le ministre-président wallon, Rudy Demotte. Marie Arena propose de créer une Commission mixte "Wallonie-Bruxelles 2009". Cette Commission serait composée de représentants des partis démocratiques et de la société civile.

Pourquoi ce débat aujourd'hui ? Marie Arena estime que les francophones doivent avoir un projet commun. Ils seraient alors plus forts pour discuter avec les Flamands. Elle pense que si les francophones disent aujourd'hui "non" à une réforme de l'Etat, c'est parce qu'ils n'ont pas de projet commun. Elle pense que les débats entre francophones doivent avoir lieu à part. Et pas être intégrés dans la négociation fédérale.

Quel débat ?

Les autres partis francophones ont réagi à l'idée de Marie Arena. Et leurs positions ne sont pas les mêmes. Dimanche, à la télévision, le débat était animé entre les représentants du MR, du CDH, d'Ecolo et du PS.

La question qui est posée est celle de l'avenir des institutions francophones. Et particulièrement celui de la Communauté française. Faut-il fusionner la Région wallonne, la Région bruxelloise et la Communauté française ? Les Flamands ont bien fusionné Communauté et Région flamande. Oui, mais Bruxelles est une région bilingue. Certains voudraient, dès lors, fusionner la Communauté française et la Région wallonne. Mais cela séparerait les francophones de Bruxelles et de Wallonie. Faut-il alors laisser les choses comme elles sont aujourd'hui ? Marie Arena ne veut ni « ne toucher à rien », ni « raser tout ».

Le MR, par exemple, veut, depuis un certain temps, un gouvernement commun avec des ministres de la Région Wallonne, des ministres de la Communauté française et des ministres francophones bruxellois.

Pour l'instant, une seule chose est sûre : tous les partis francophones sont d'accord pour

discuter du sujet. Se mettre autour de la table, c'est déjà un premier pas.

Nicolas Simon